Sources documentaires et histoire administrative de l'Orient romain tardif, IV^e-VII^e siècles

Denis Feissel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1148>

DOI : 10.4000/ashp.1148

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 103-106

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Denis Feissel, « Sources documentaires et histoire administrative de l'Orient romain tardif, IV^e-VII^e siècles », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 142 | 2011, mis en ligne le 21 juillet 2011, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1148> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1148>

SOURCES DOCUMENTAIRES ET HISTOIRE ADMINISTRATIVE DE L'ORIENT ROMAIN TARDIF, IV^e-VII^e SIÈCLES

Directeur d'études : M. Denis FEISSEL

Programme de l'année 2009-2010 : I. *Inscriptions de l'Antiquité tardive*. — II. *Recherches sur les Nouvelles de Justinien* (suite).

I. *Inscriptions de l'Antiquité tardive : recherches sur la législation militaire d'Anastase*

Les conférences ont eu cette année pour principal objet la législation militaire d'Anastase I^{er} (492-518) d'après les sources épigraphiques contemporaines et, parallèlement, les extraits de ses lois retenus par le *Code Justinien* (CJ). Trois inscriptions grecques, en partie inédites, sont fondamentales. Mis à part les nouveaux documents de Pergè, en Pamphylie, dont la publication appartient à M. Fatih Onur, deux grands textes réglementaires concernent d'une part l'ensemble du diocèse d'Orient, d'autre part la province de Pentapole (Libye Supérieure). Chacun de ces textes étant connu par plusieurs exemplaires, la découverte ici et là de nouveaux fragments continue d'en faire progresser l'édition et l'interprétation. Le règlement concernant le duché de Pentapole, dont il existe trois copies (à Ptolémaïs SEG 9, 356, à Taucheira SEG 9, 414, à Apollonia SEG 27, 1139) est pratiquement complet en ses 13 chapitres suivis du tarif final. Ce règlement libyen, *mutatis mutandis*, s'avère indispensable à l'explication de celui d'Orient. C'est toutefois le texte oriental, plus développé mais aussi plus délabré que l'autre, dont la reconstruction a occupé la majorité des conférences.

Résumant en paragraphes généralement brefs les chapitres d'une constitution impériale dont nous ne possédons pas la rédaction primitive, le règlement d'Anastase sur les duchés d'Orient est apparu progressivement à partir du xix^e s. dans plusieurs localités de l'Arabie romaine. Outre la capitale provinciale, Bostra, et Imtân, dans l'actuelle Syrie, deux autres exemplaires ont été découverts au Nord de la Jordanie, à Salkhad et surtout Qasr el-Hallabat. L'identification récente d'un fragment du même texte à Jérusalem prouve en outre que la diffusion de la constitution ne se bornait pas à la province d'Arabie (voir D. Feissel, *ZPE*, 173 [2010], p. 125-129). L'exemplaire de Hallabat est cependant de loin le plus complet, compte tenu de nombreux fragments nouveaux, et servira de base à notre édition à paraître dans la collection des *Inscriptions de la Jordanie*, tome 5, fasc. 2. Des quelque 140 blocs inscrits retrouvés à ce jour, la moitié était publiée dès 1910, tandis qu'un nombre égal de blocs, découverts de 1979 à 1985 par Jean Marcillet-Jaubert, est demeuré à sa mort en grande partie inédit. Il est possible à présent d'intégrer une centaine de blocs à près de 200 lignes de texte plus ou moins complètes, chacune large d'environ 2 m, tandis que les blocs restants sont les vestiges d'autres lignes, très mutilés. Le texte ainsi reconstruit se

répartit en sections d'inégale longueur, séparées par des sections manquantes, et dont la place dans l'ensemble reste en partie conjecturale. Le début du texte est le mieux établi puisque la section I, longue de 100 lignes, comporte 14 paragraphes ou chapitres consécutifs ; la section II compte 35 lignes et 5 paragraphes ; la section III, 31 lignes et 6 paragraphes (dont l'exemplaire de Jérusalem a permis de rétablir l'ordre). Le sommaire du texte restitué est à peu près le suivant.

Section I, 1, revenus ordinaires des gouverneurs militaires (*duces*) ; revenus particuliers des ducs de Mésopotamie et de Palestine ; 2-9, hiérarchie et règles de promotion des membres du bureau ducal ; 10, sous la responsabilité du « distributeur » (*erogator*) l'impôt est levé tous les quatre mois et la solde correspondante distribuée aux soldats des provinces frontalières (*limitanei*) au début de l'année fiscale suivante (1^{er} septembre) ; rapports administratifs sur ces opérations ; 11-12, amendes frappant les gouverneurs civils et militaires, ainsi que leur bureau, en cas d'absence de rapport ; 13-14, autres dispositions relatives au versement de la solde par l'*erogator*. — Section II : suite des dispositions relatives au versement de la solde ; révocation des soldats inaptes ou vagabonds. — Section III, 1-3, dispositions relatives aux congés des soldats ; 4, les commandants d'unité présentent la lettre impériale (*sacra*) par laquelle ils sont nommés, non pas au maître des milices d'Orient, mais au duc de leur province, sans frais pour eux ; rapport fait par le duc au maître des milices ; 5, chevaux et dromadaires sont répartis entre les soldats en fonction des rations de fourrage qui leur sont destinées ; les soldats touchent les rations correspondantes ; ils en rendent compte aux gouverneurs civils et militaires. D'autres paragraphes se présentent comme des *membra disjecta*, dont l'ordre est incertain et la restitution souvent douteuse.

Seul le chapitre I, 1, depuis longtemps connu, a été à maintes reprises commenté en sens divers (voir en dernier lieu D. Nappo, « Anastasio I, i *duces* e i *commercarii* », *Mediterraneo antico*, 9 [2006], p. 329-352). Aux chapitres I, 2-9, la composition du bureau des ducs orientaux, comparée à celle en vigueur sous le même règne dans le duché de Pentapole, révèle des différences ; elle ne coïncide pas non plus avec les bureaux des ducs plus tard organisés par Justinien dans l'Afrique reconquise (*CJI* 27, 2, en 534). Pour la suite du texte, reconstruction et analyse restaient presque entièrement à faire. Il a fallu pour cela comparer autant que possible les données de l'inscription avec les vestiges de la législation d'Anastase transmis par la codification, notamment *CJ XII* 35, 18 et, sous le titre *De erogatione militaris annonae*, *XII* 37, 16 à 19. Il convenait néanmoins de prendre en compte, selon les sources, d'importantes différences de langue et de rédaction : les lois du Code sont en général latines et les extraits retenus par la compilation conformes à la rédaction primitive (sauf *XII* 37, 18 et 19, qui sont des résumés grecs) ; le texte épigraphique suppose également un original latin, mais il en donne une version grecque plus ou moins réécrite et abrégée, peut-être par le Haut commandement du diocèse. Sa langue est émaillée de termes techniques empruntés au vocabulaire latin fiscal et militaire, tel le calque ἡρογάτωρ (ailleurs en grec ῥογάτωρ), ou le composé hybride καπόσχολος (du latin *caput scholae*, cf. *CJ XII* 37, 16, § 5) reconnu par nous d'autre part dans la lettre grecque d'un « chef de schole des *augustales* » (*P.Ross.Georg.* III, 10, au lieu de ἀπόσχολος, mot fantôme). À partir du long chapitre I, 10, le rôle principal est celui de l'*erogator*, agent intermédiaire entre l'administration fiscale, dont il reçoit les crédits destinés à l'armée, et les soldats

auxquels il verse individuellement leur solde (ρόγα en grec). On a traduit entièrement une autre constitution d'Anastase, datée de 492 (*CJ* XII 37, 16), qui complète utilement les données de l'inscription sur le rôle de l'*erogator* et touche aussi à la question de la solde des soldats en congé. Le même chapitre I, 10 détaille le rythme de perception des impôts par tiers (1^{er} janvier, 1^{er} mai, fin août), une innovation du règne d'Anastase attestée notamment par une loi de 496 (*CJ* X 16, 13 § 5), comme l'a bien montré C. Zuckerman, *Du village à l'Empire* (2004), p. 182-184. Le rythme quadri-mestriel des prestations annonaires et des relevés de comptes (*quadrimenstrui breves*) tenus par le bureau ducal est plus ancien, témoin en 393 la constitution *Code Théodosien* XI 25, 1, non retenue par la codification justinienne. Les mêmes τετραμηνιαία βρέβια se retrouvent dans l'inscription d'Anastase qui oblige, en termes très proches de la loi *CJ* I 42, 2 (512 ?), les commandants d'unités (*tribuni, praepositi*) et agents comptables (*actuarii, optiones*) à souscrire ces comptes sous la foi du serment. Toutes ces comparaisons n'ont cependant pas suffi à trancher entre les deux dates possibles de la constitution, 492 ou 507, seules années qui sous Anastase correspondent comme le texte l'indique à une 15^e indiction.

II. Recherches sur les Nouvelles de Justinien : Nouvelle 130

Consacrée à l'approvisionnement d'armées en déplacement, la Nouvelle 130 de Justinien (1^{er} mars 545) rencontre des questions différentes du financement courant de garnisons provinciales étudié auparavant – ne serait-ce que parce qu'il s'agit pour l'armée en campagne de prestations en nature et non en numéraire. Là encore, l'analyse a porté avant tout sur le vocabulaire fiscal et militaire. En *Nov.* 130, 5 notamment, obligation est faite aux militaires de donner quittance aux contribuables des prestations reçues ; le mot *recauta*, « quittances », en alphabet latin dans cette Nouvelle grecque, n'est ici qu'une graphie artificiellement latinisée du grec peu attesté ρέκαντον, déformé en ρέκανυον dans la Souda, et que nous restituons dans le papyrus *P.Nessana* 36, l. 18 et 19 (hapax papyrologique à côté du composé μονορέκαντον, *Sammelbuch* VI, 9455, l. 7 et 10).

D'autre part, l'importance des épitomés pour la critique des Nouvelles s'est une nouvelle fois vérifiée. L'abrégé de la Nouvelle 130 par Théodore d'Hermoupolis doit d'abord être purgé de multiples erreurs du copiste médiéval. Dans une note de Théodore se référant à la loi latine *CJ* XII 41, 1, qui mentionne la fourniture de bois et d'huile (*lignum oleum*), le manuscrit a la leçon absurde ξύλα ἐλαιῶν, « bois d'oliviers », déformation du composé technique ξυλέλαιον naguère étudié par A. Laniado, *Analecta Bollandiana*, 115 (1997), p. 133-146 (où la n. 38 renvoie à Théodore sans en mettre en cause le texte). En *Nov.* 130, 6, les abrégés permettent de combler une lacune accidentelle. Dans le texte reçu « que nos généraux ou ceux qui conduisent l'armée et ceux qui répartissent les charges (*delegatores*) envoient à l'avance sur les lieux où doit se rendre notre armée », l'accord des épitomés de Théodore et de Julien l'Antécesseur (123, 6) conduit à rétablir le complément manquant : « envoient à l'avance des préparateurs de logement (*prometatores*) ». Inversement, l'abréviateur peut commettre certains faux-sens, comme en *Nov.* 130, 1 où Julien (123, 1) rend par *sine aliqua dilatione*, « sans aucun délai », le grec δίχα τινὸς διαστροφῆς, « sans aucune

extorsion » (comme l’adverbe ἀδιαστρόφος) – locution qu’il faut aussi restituer sans hésiter dans l’inscription de Pentapole citée plus haut (*SEG* 9, 356, l. 41).

Le 25 mars, M^{me} Laurence Foschia, ancien membre de l’École française d’Athènes, a tenu dans le cadre de la conférence un séminaire intitulé : « Delphes, années 342-344 : trois préfets du prétoire, deux lettres et un prêtre d’Apollon ». À la discussion de cette inscription, importante pour l’histoire de la préfecture comme pour la dernière époque du sanctuaire delphique, se sont joints MM. Vincent Déroche, Jean Gascou, Denis Rousset. La publication du texte, par R. Bouchon et L. Foschia, est prévue dans le *Bulletin de correspondance hellénique*.